



lundi 19 décembre 2016

Alep sacrifiée sur l'autel des puissants

Dans un froid glacial et taraudés par la faim, plus de 40 000 civils d'Alep-Est, pris au piège, attendaient encore ce week-end la reprise des évacuations, suspendues vendredi dernier par Bachar-el-Assad. Submergés par la puissance de feu de leurs adversaires, brisés par cinq ans de guerre ininterrompue, les quartiers d'Alep sont tombés un à un. Missiles, barils bourrés de TNT et de ferrailles, hôpitaux rayés de la carte par l'aviation russe : des milliers de personnes ont péri dans un déluge de feu quotidien.

Cela fait cinq ans que le massacre d'un peuple s'étale au grand jour, sur tous les réseaux télévisés, sur Internet. Il n'y a que les ruines pour dérober à nos yeux les cadavres, tout comme la comédie des puissants qui tentent de dissimuler leur responsabilité dans ce massacre. Quitte pour cela à jouer les pseudo-humanitaires, France en tête, en se congratulant de faire voter une résolution à l'ONU visant à envoyer sur place... de simples « observateurs » !

Plutôt une hécatombe que perdre la main

Carrefour stratégique d'une région bondée de pétrole, la Syrie garantit aux grandes puissances la main-mise sur la région, mais à condition qu'un régime de fer joue le rôle de flic contre son peuple et dans les alentours. Tâche dont s'est chargé le règne d'Assad – père et fils, aussi sanguinaires l'un que l'autre – ce qui aura permis au fils d'être invité d'honneur à l'Élysée en 2008, 2009 et 2010.

La politique des dirigeants impérialistes dans ce conflit, loin des prétentions humanitaires, a été de maintenir une sorte de statu quo, en se démarquant d'Assad sans véritablement l'entraver, en appuyant quelques groupes de l'opposition de leur choix pour préparer un éventuel changement de dirigeants. Pour que surtout rien ne change... Les grandes puissances veulent juste un gendarme qui maintienne l'ordre social, peu importe qui, peu importe comment.

L'hypocrisie pour programme

Notre bon gouvernement socialiste, et son grand frère Obama, qui s'indignent aujourd'hui, sont responsables du massacre d'un peuple qui dure depuis cinq ans. Peuple auquel ils ont choisi de ne proposer qu'une alternative : le cimetière de la Méditerranée pour les réfugiés ou les ruines d'Alep pour les rescapés les plus démunis.

Une hypocrisie sans nom quand on voit que l'armée française participe à la bataille de Mossoul, en Irak, en ce moment même. Une bataille qui prétend laborieusement vaincre l'Etat islamique, mais qui n'engendre pas moins d'atrocités pour les civils qu'à Alep. Sans parler des bombardements de civils au Yémen, auxquels la France participe « très discrètement » comme le révélait un haut gradé de l'armée française en mai dernier au journal *Le Figaro*.

Sous prétexte de combattre le terrorisme ? L'hypocrisie touche à son comble. Lors des « printemps arabes » de 2011, les dirigeants occidentaux ont armé, par l'entremise de leurs alliés régionaux, des milices islamistes qui espéraient se tailler un fief en Syrie. S'appuyer sur eux, c'était aussi à leurs yeux une protection contre les soulèvements populaires en Syrie et dans toute la région.

La politique de la terre brûlée

L'horreur d'aujourd'hui est l'aboutissement d'une politique meurtrière des grandes puissances, que ce soit directement par leurs interventions militaires, ou par leur soutien à des dictateurs alliés. Elles se sont bien gardées, en 2011, lors de la vague révolutionnaire contre les régimes despotes, de venir en aide aux insurgés, pourtant en butte à un régime usant d'armes lourdes et de troupes de chocs pour assassiner, enlever, emprisonner. Leur souci a toujours été d'étouffer la contestation populaire.

Leur indignation de circonstance, aujourd'hui, est une insulte. Si, ici-même, notre émotion et le sentiment d'impuissance sont grands, ce n'est pas aux côtés de ceux qui ont armé et aidé les massacreurs que nous voulons exprimer notre indignation, mais contre eux.

Nos congés nous appartiennent

La semaine dernière, avant même que la direction ne fasse connaître ses intentions, une pétition pour revendiquer quatre semaines de congés durant l'été a rassemblé 214 signatures, soit plus de 80 % des ouvriers présents sur l'usine. Depuis, la direction a annoncé que tout se passerait comme l'an dernier et que ceux qui voudront les quatre semaines pourront les obtenir. Mais justement nous savons bien que l'été dernier, tout le monde n'a pas obtenu satisfaction. Il faudra continuer à se mobiliser contre le fractionnement des congés.

Forum des pas perdus

Mardi dernier, en équipe A et B, la direction n'a pas hésité à arrêter la production pendant une heure et demie pour nous balader dans son « forum des réussites ». Il faut croire que c'est important pour elle, la propagande ! Ils nous ont fait marcher de stand en stand, pour nous faire découvrir... ce qu'on fait nous mêmes dans notre usine. Directeur, DRH, chefs de secteurs, tout le monde a mis la main à la pâte pour nous servir ce baratin. Piétiner et se faire remonter la pendule, il y a mieux comme passe-temps. Quitte à arrêter la production autant faire une vraie pause ou rentrer chez nous plus tôt.

Il faut embaucher

L'érosion des effectifs se poursuit sur l'usine, alors qu'il n'y a plus d'intérimaires pour pallier le manque d'ouvriers. Cette situation est prévue par le DAEC 2017 : ne plus faire appel à l'extérieur et se débrouiller avec le peu de salariés restants, en développant la polyvalence à outrance. L'année prochaine, les CI également seront susceptibles de remplacer les opérateurs, au lieu de s'occuper des lignes de production. Le quotidien c'est d'arriver à l'usine dans l'incertitude la plus totale sur le poste qu'on va tenir, voire même d'en changer en cours de journée.

C'est inacceptable, la direction peut toujours se vanter de ses « réussites » mais notre santé n'a pas à en faire les frais.

PSA comme sous-traitants : tous synchros !

La grève se poursuit à MC Syncro à Chanteloup-les-Vignes. Ce sous-traitant de PSA assure le montage des roues pour les véhicules fabriqués à l'usine de Poissy. La cinquantaine de salariés est en grève depuis le 5 décembre pour l'embauche de tous les intérimaires et 200 euros mensuels d'augmentation de salaires. Ils dénoncent les salaires au rabais et le travail imposé les samedis. Leur patron a fait venir des cadres et des travailleurs « jaunes » de l'extérieur pour remplacer les grévistes, ce qui est complètement illégal.

Mais ces méthodes de délinquant n'impressionnent pas les grévistes. Une distribution de tracts et une

collecte ont été organisées en commun avec des salariés de PSA Poissy venus les soutenir. Salariés de l'automobile comme sous-traitants, nous sommes tous concernés par les bas salaires et les cadences infernales.

Un CDI qui est en CDD

Avec le succès de la 3008, le groupe PSA a annoncé la création de 100 contrats de type « CDI-intérimaires » à Sochaux. Ce contrat n'a de « CDI » que le nom. Il permet l'embauche par l'agence d'intérim d'un salarié pour seulement 3 ans (voire moins) pour bosser chez PSA. Bref une précarité plus longue qui permet d'étendre d'une autre manière la précarité à PSA comme ailleurs.

49.3 nuances de Valls

On connaissait Manuel Valls, Premier ministre d'un gouvernement qui s'est illustré deux ans durant par sa politique anti-ouvrière et ses méthodes autoritaires. Voilà que le candidat à la primaire de la gauche promet de supprimer « purement et simplement » l'article 49-3 de la Constitution. Son utilisation est aujourd'hui « dépassée, trop brutale » dit-il. Après y avoir eu recours six fois pour imposer les lois Macron et Travail, il l'estime peut-être un peu usé ?

Pas sûr que cette promesse lui permette de récupérer l'électorat de gauche déçu !

Enfumage toxique

Hourra ! A Paris, la pollution est partie... ailleurs. On va pouvoir rouler à fond et ne pas trembler dans les transports en guettant la prochaine défaillance des équipements du siècle dernier. En attendant, la SNCF annonce 1 200 suppressions de postes ! La rénovation et l'entretien des lignes de banlieue et des TER, attendront. Le Wifi sur les lignes TGV passe avant.

Salariés de tout le pays, on vous promet de prochains pics de galère.

Les milliardaires s'assemblent

L'équipe de Donald Trump, c'est le gouvernement des milliardaires. Et ce n'est pas une image !

Aux Affaires étrangères, Rex Tillerson, le patron d'ExxonMobil. La diplomatie américaine agissait déjà pour le plus grand service des compagnies pétrolières, maintenant c'est directement un des leurs aux commandes. Avec Gary Cohn, numéro deux de la banque Goldman Sachs et désormais conseiller économique auprès de Trump, la finance de Wall Street est aussi de la partie.

Un gouvernement de patrons au service des patrons, voilà toute la vérité sur celui qui se disait anti-système.